

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 13 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CEMEX Granulats Rhône Méditerranée - Carrière

LES ÎLES DU CHIEZ
26800 Étoile-sur-Rhône

Références : 20230404-RAP-DACA0384
Code AIOT : 0006100598

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement CEMEX Granulats Rhône Méditerranée – Carrière - implanté Îles du Chiez 26800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 14/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX Granulats Rhône Méditerranée – Carrière
- Îles du Chiez 26800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006100598
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de carrière de la société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée sont autorisées par deux arrêtés distincts :

– Arrêté n°2018075-0010 du 16 mars 2018 aux lieux-dits « Îles du Chiez » et « L'Ove Blanc » sur les parcelles YP 61, ZA 63 et ZA 81pp sur la commune d'Étoile-sur-Rhône pour une durée de 10 ans. La remise en état après remblaiement est sous forme d'une plateforme de transit de matériaux et d'une partie agricole. Une activité de transit et traitement de matériaux est aussi autorisée.

- Arrêté n°2019262-0004 du 19 septembre 2019 au lieu-dit « L'Ove Blanc » sur la commune d'Étoile-sur-Rhône sur la parcelle ZA 81pp et au lieu-dit « Rivecourt » sur la commune de Portes-Les-Valence sur les parcelles AX 44, AX 45 et AX 47pp pour une durée de 10 ans. La remise en état après remblaiement partiel est de type naturel (plan d'eau) et agricole.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les modalités de suivi des remblais extérieurs inertes et PGDE ;
- l'avancement de l'exploitation, plan topographique, secteurs remis en état ;
- suivi des piézomètres (analyses).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les meilleurs délais ou dans les délais fixés ci-après, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, études, analyses, photos, etc.) ;
« sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a réalisé sa déclaration GEREP. Du fait de la présence de deux secteurs limitrophes une seule déclaration est à réaliser (un seul code AIOT) mais il convient de préciser notamment pour le remblaiement sur quel secteur il est réalisé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivantes fait l'objet de propositions de suites administratives :

8	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.6
---	-------------------	---

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Contrôle des piézomètres	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 10.4
5	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 13.3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Caractéristique des installations	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 2
2	Remblaiement	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 8.1
3	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 10
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 14.1
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 15
9	Commission de suivi	Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 20

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principales observations concernent la transmission à l'inspection des suivis d'exploitation (analyses de l'eau des piézomètres, plan topographiques et mise à jour du plan de gestion des déchets d'extraction).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristique des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Activités présentes
Prescription contrôlée : Tableau des rubriques
<p>Constats : Lors de la visite l'exploitant a indiqué que l'activité d'extraction de la carrière autorisée par l'arrêté du 16 mars 2018 est terminée (parcelle YP 61).</p> <p>Il reste à finaliser la remise en état de cette parcelle par son remblaiement (environ 50 000 m³). La remise en état finale prévue pour cette parcelle est sous forme d'une zone de transit de matériaux.</p> <p>Un groupe mobile de concassage-criblage de 400 kW est présent sur site par campagnes (une à deux par an).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement
Prescription contrôlée : Les stériles et les matériaux de découverte du site sont utilisés pour la remise en état. Seuls les remblais extérieurs inertes d'origine naturelle sont autorisés pour le remblaiement. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transports utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant dans le registre.
Constats : L'exploitant dispose d'un suivi informatique des matériaux entrant sur le site. La demande par les entreprises extérieures est faite sous forme dématérialisée puis le service commercial et le service environnement valident cette demande (demande d'acceptation préalable). Pour l'instant la bascule de ces informations sur le Registre National des Déchets de Terres Excavées et Sédiments (RNDTS) n'est pas réalisé mais est en cours de finalisation. En ce qui concerne ce registre, la période de tolérance mise en place pour l'année 2022, est prolongée jusqu'au 1er mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Présence de stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols.
Constats : Il n'y a pas de stockage de liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols au sein de la carrière. Ces produits sont stockés au sein de l'installation de traitement (atelier et local dédié).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des piézomètres
Prescription contrôlée : Le suivi qualitatif des eaux sera effectué semestriellement par un organisme agréé au niveau des piézomètres Pz6, Pz5, Pz1 et Pz8 présents sur le site et implantés conformément à l'ANNEXE V. Les paramètres à suivre sont : pH, température, MES, DCO, sulfates et hydrocarbures totaux.
Constats : L'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les suivis des piézomètres du site de l'année 2022. Délai : un mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 5 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 13.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Les Plans de Gestion de Déchets d'Extraction pour les deux secteurs de carrières ont été joints aux dossiers de demande d'autorisation de mars 2017 et mars 2019. Dans le cadre de la mise à jour du PGDE, il serait opportun de ne faire qu'un plan pour les deux secteurs. Délai : 3 mois
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 6 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Prescription contrôlée : Un contrôle des niveaux sonores doit être réalisé tous les 3 ans.
Constats : La dernière mesure de bruit a été réalisée en 2020. L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle mesure doit être réalisée en 2023 lors d'une campagne de concassage-criblage de matériaux. Cette mesure sera à transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/03/2018, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Présence des garanties financières
Constats : Les garanties sont provisionnées pour les deux sites, elles sont valables jusqu'au : – 16 mars 2028 : Carrière « Iles du Chiez » – « L'Ove Blanc » – 18 septembre 2024 : Carrière « L'Ove Blanc » – « Rivecourt »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 7.6
Thème(s) : Situation administrative, Plan topographique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour une fois par an et doit être transmis à la DREAL.
Non conformité : Demande de l'inspection de transmettre le dernier plan d'exploitation de chacun des deux sites d'exploitation. La dernière mise à jour a été transmise à la DREAL en 2019. Délai : un mois
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 9 : Commission de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2019, article 20
Thème(s) : Situation administrative, Commission de suivi
Prescription contrôlée : Une commission de suivi du site se réunira au moins une fois par an ou à la demande motivée de l'un de ces membres afin d'analyser les troubles éventuels engendrés par l'exploitation de la carrière et de proposer le cas échéant des actions correctives à l'exploitant.
Constats : La dernière commission de suivi a été réunie le 14 décembre 2022. Transmettre à l'inspection le dernier compte rendu de cette commission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet